4e MANDAT

Bouteflika perd le soutien de l'ONM

L'Organisation nationale des moudjahidine ne soutient pas le candidat Abdelaziz Bouteflika. Le secrétariat national de l'ONM a appelé à la tenue d'un «scrutin présidentiel responsable».

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - L'ONM n'appelle pas à voter pour Abdelaziz Bouteflika. Une première depuis l'intronisation du président-sortant en 1999.

Le communiqué sanctionnant la réunion du secrétariat national de l'Organisation nationale des moudjahidine, qui s'est tenue lundi à Alger, ne fait même pas mention de son nom.

«L'instance nationale de l'Organisation nationale des moudjahidine s'est réunie le 10 mars 2014 pour débattre des événements qu'a connus la scène nationale dans le contexte pré-électoral du scrutin présidentiel du 17 avril. Au vu de l'importance que représente cet événement national pour l'avenir du pays et pour les attentes des citoyens afin de concrétiser le développement dans tous les domaines, dans le cadre de la sérénité et la stabilité», lit-on dans ce communiqué intitulé «pour un scrutin présidentiel responsable».

Les membres du secrétariat appellent à l'instauration de conditions permettant au «peuple algérien d'accomplir son devoir électoral de façon libre et responsable afin qu'il puisse choisir un dirigeant pour lui confier la conduite du pays pour les années à venir».

Les moudjahidine ont donc opté pour la neutralité. Mais il semblerait que la mouture initiale du communiqué final était bien plus critique envers Abdelaziz Bouteflika. «Tous les membres du secrétariat national sont contre un quatrième mandat. Cette position a été évoquée avec insistance lors de la réunion de lundi. Le communiqué faisait d'ailleurs clairement référence à la non-reconduction d'un système de gouvernance basé sur la corruption, le clientélisme et le régionalisme. Mais ce passage aurait été retiré à la dernière minute par le secrétaire général de l'ONM, Saïd Abadou», confie une source proche de l'instance dirigeante de l'ONM.

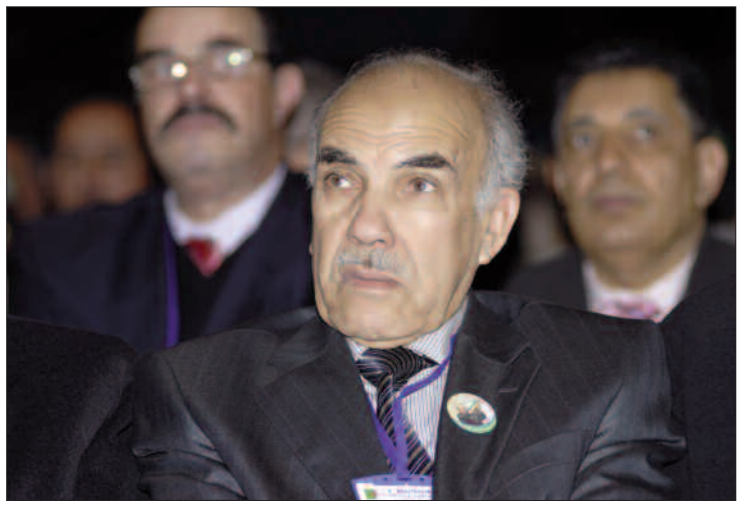

Photo : Samir Sid.

Selon elle, Saïd Abadou est dans une situation très inconfortable et serait victime de pressions. «Il subit de très fortes pressions de la part du ministre des Moudjahidine, Mohamed-Chérif Abbès, et de Abdelkader Bensalah, président du Conseil de la nation et secrétaire général du RND, le parti auquel appartient Saïd Abadou. Mais au sein de l'ONM, il lui est impossible d'imposer le soutien à un quatrième mandat. Tous les responsables de l'organisation refusent catégoriquement l'instauration d'une monarchie en Algérie et d'aller à l'encontre des principes pour lesquels ils ont lutté durant la guerre de Libération.»

Les initiateurs du projet «quatrième mandat» s'engagent, cette fois-ci, sans le précieux appui des anciens combattants.

En 2009, pour confirmer son soutien à un troisième mandat, l'Organisation nationale des moudjahidine avait réuni son Conseil national et fait adopter «une motion de politique générale». «Le soutien à la candidature de M. Bouteflika pour la prochaine élection présidentielle ne découle pas d'une attitude sentimentale, due à sa qualité de moudjahid, mais qu'il s'agit d'une exigence nationale que dictent les intérêts suprêmes de la nation.

Ce moudjahid a réalisé la réconciliation nationale, restauré la paix et la stabilité dans le pays, comme il a initié une relance économique, sociale et culturelle, de même qu'il a hissé l'Algérie à la place qui lui revient dans le concert des nations.»

T. H.

FRONT DU BOYCOTT DU SCRUTIN PRÉSIDENTIEL

Sit-in empêché par la police

La police, déployée en renforts considérables, a empêché le déroulement, hier, à l'endroit prévu, du sit-in auquel avait appelé la coordination nationale pour le boycott. Les animateurs de la coordination n'ont pu accéder à l'esplanade du monument aux martyrs, Maqam El Chahid. Et c'est à même la chaussée qu'ils ont tenu le sit-in.

Sofiane Aït Iflis — Alger (Le Soir) — La répression des manifestations de l'opposition, qui rejette le processus électoral et appelle au boycott du scrutin du 17 avril, accompagne le coup de force électoral.

L'empêchement du sit-in de la coordination national pour le boycott, prévu hier sur l'esplanade du Maqam Echahid, en donne la preuve supplémentaire. La police s'était déployée depuis les premières heures du jour pour bloquer l'accès à l'esplanade du monument aux martyrs.

Le dispositif était impressionnant également aux alentours du monument. En amont, les barrages routiers se chargeaient de filtrer les accès à la capitale. Aux abords du Maqam Echahid, la circulation automobile est maintenue. Des policiers se chargeaient de pousser sur les trottoirs les petites grappes de manifestants qui commençaient à se former dès 10 heures du matin, soit une heure avant l'horaire prévu pour le sit-in.

Soufiane Djilali, le président de Jil Jadid, qui s'est retiré de la course électorale, après avoir été candidat à la candidature, attendait, un brin nerveux, en compagnie de quelques cadres de son parti, l'arrivée du reste des animateurs du front pour le boycott.

D'un peu plus haut, également entouré des cadres de son parti, le président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Mohcine Belabbas, entreprenait sa marche vers le lieu du sit-in, pancartes où était inscrit le seul mot d'ordre du boycott brandies.

Frémissements dans les rangs des policiers positionnés en contrebas. Une escouade de policiers s'élance pour contrer Belabbas et son groupe. Une première mêlée, qui sera vite suivie d'autres, notamment lorsque le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abderrazak Mokri, et le secrétaire général d'Ennahda, Mohamed Douibi, foncent, entourés chacun par des cadres de son parti, pour fusionner avec le groupe conduit par Belabbas Mohcine. Vaine tentative de forcer le cordon de sécurité. Au bout d'une interminable bousculade avec la police, les animateurs de la coordination nationale pour le boycott décident de tenir le sit-in à l'endroit même où la police tentait de les contenir. Il ne manquait que le président du Front de la justice et du développement (FJD), Abdallah Djaballah, dont l'arrivée sera un peu tardive.

Alignés, debout face aux manifestants, Mohcine Belabbas, Mohamed Douibi, Abderrazak Mokri, Soufiane Djilali, Ahmed Benbitour procèdent à des courtes prises de parole. «Nous sommes ici pour une halte de protestation pacifique. Elle sera suivie par d'autres. Nous userons de tous les instruments de lutte politique, dont les manifestations et les meetings populaires», entonne Mohcine Belabbas d'une voix enrouée.

Abderrazak Mokri enchaîne avec la lecture de la déclaration de la coordination. «C'est une halte d'honneur et de conscience pour sensibiliser le peuple sur les dangers de la situation. Elle vise à concrétiser l'appel au boycott électoral, attitude dont la justesse est prouvée par les développements successifs que connaît la scène politique.»

Photo : Samir Sid

Une protestation pacifique qui sera suivie par d'autres.

Soufiane Djilali met l'accent, pour sa part, sur la nécessité de renforcer cette dynamique de contestation du «coup de force électoral». «On a démontré que ce pouvoir est un pouvoir répressif», invite-t-il à noter.

Ahmed Benbitour dira, lui, que c'est pour l'Algérie qu'ils se mobilisent ainsi, avant que Mohamed Douibi n'enchaîne lui avec un appel au peuple à rejeter l'élection présidentielle.

Arrivé légèrement en retard, Abdallah Djaballah prêche, patient, le changement qui doit passer par la disqualification du processus électoral.

Partisan du boycott, le général à la retraite Mohamed Yala a, lui, joint l'acte à la parole en prenant part au sit-in.

Les prises de parole se sont terminées par l'entonnement en chœur de l'hymne national et des chants patriotiques. Le rendez-vous est pris pour le méga-meeting à la salle Harcha, le vendredi 21 mars.

S. A. I.

INTERRUPTION DU PROCESSUS ÉLECTORAL ET TRANSITION

Hanoune dit non

Le Parti des travailleurs s'oppose à l'arrêt du processus électoral et à l'instauration d'une période de transition. Louisa Hanoune estime que cette option ouvrirait la voie à l'instabilité et au chaos. Le PT se concentre sur la préparation de la campagne électorale, certain que sa candidate sera sur la short list du Conseil constitutionnel. Hanoune rappelle une fois de plus à la responsabilité historique du Président sortant de garantir le bon déroulement des élections.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Rien ne justifie l'arrêt du processus électoral selon la secrétaire générale du Parti des travailleurs et encore moins la période de transition réclamée par certaines parties. Elle estime que les expériences des conseils nationaux sous d'autres cieux ont apporté la preuve que c'était la meilleure façon de spolier et de confisquer la souveraineté populaire comme cela s'était passé en Syrie, en Libye et au Yémen.

L'arrêt du processus électoral, avertit-elle, ouvrirait la voie à un vide institutionnel dangereux au moment où le pays vit pratiquement «le dernier round» qui le sépare des élections présidentielles. Un rendez-vous électoral qui, selon la numéro un du PT, intervient dans une conjoncture «sensible» où tous les dérapages paraissent possibles.

Elle a une fois de plus rappelé au président de la République qu'il lui incombait «le devoir historique» de faire de ces élections une réussite pour éviter le chaos, avertissant que son parti combattra «toutes tentatives de dérapages qui veulent pousser dans le chaos du printemps arabe», estimant que si chacun était libre de choisir le boycott, son parti avait choisi la participation et se mobilisait pour la réussite de ce rendez-vous et se dit contre l'arsenal policier déployé pour réprimer les manifestants. Au courant de ce week-end, les instances du parti se réuniront avec pour ordre du jour l'examen du programme électoral et du plan de bataille du parti.

La commission de préparation de la campagne et du programme a d'ailleurs terminé son travail en attendant que le bureau politique approuve le plan d'action. Les questions économiques constitueront «la ligne de démarcation» du PT en raison des enjeux majeurs. La candidate du PT s'attellera durant la campagne électorale à clarifier les positions de son parti au sujet de l'égalité homme-femme, de tamazight et de ce que devraient être les réformes politiques.

Avant d'évoquer toutes ces questions, Louisa Hanoune a reconnu le caractère «extraordinaire» de la conférence de presse d'hier. Le secrétariat national du parti avait en effet décidé de riposter à un article paru dans les colonnes d'*El Fedjr*, qualifié d'injurieux et de diffamatoire. Ramdane Tazibt et Djelloul Djoudi ont au nom du parti répondu à ce qu'ils considèrent comme une attaque en règle contre la candidate du parti.

Louisa Hanoune a tenu à préciser que son parti n'avait pas pour tradition de polémiquer de la sorte tant que les écrits restaient dans le cadre de l'exercice journalistique mais que l'attaque dont elle a fait l'objet était d'une «extrême gravité».

Le Parti des travailleurs se réserve d'ailleurs le droit de saisir la justice après consultation des avocats du parti.

N. I.